

**Valérie Niquet**

Maître de recherche à la Fondation pour  
la Recherche Stratégique

## La réunion de l'APN et les turbulences politiques : évaluation de la stabilité du régime chinois

(3 juillet 2012)

*Big power is big money and big power gets used wrong. It's the system.*  
Adapté de Raymond Chandler, *The Long Good Bye*<sup>1</sup>

La réunion annuelle de l'Assemblée populaire nationale (APN) s'est tenue du 5 au 15 mars 2012 dans un climat de crise, sans doute la plus grave que la Chine ait connue depuis l'élimination du dauphin proclamé de Mao Zedong, Lin Biao, en 1971. Le premier résultat de cette crise – comme dans le cas de l'affaire Lin Biao – a été de fracturer l'image idéal – d'idéalisme et de pureté révolutionnaire il y quarante ans, d'efficacité et de normalisation aujourd'hui – que la RPC et le régime chinois avaient réussi à imposer aux yeux du monde, mais aussi, bien que dans une moindre mesure, aux yeux du peuple chinois.

La crise que la Chine traverse aujourd'hui se déroule par ailleurs dans un climat d'incertitude renforcé à la veille d'une transition politique qui

– c'est le moins que l'on puisse dire – s'avère moins « harmonieuse » qu'annoncée. Les conséquences de cette crise sont difficiles à prévoir : entre accélération des réformes et choix du repli deux écoles continuent de s'exprimer. Le régime a fait preuve jusqu'à aujourd'hui d'une capacité de redressement et d'adaptation remarquable, toutefois, alors que les défis auxquels la Chine fait face s'intensifient, la marge de manœuvre tend à se réduire.

Par le seul effet de masse de son économie, la Chine pèse d'un poids majeur sur la scène internationale, mais le fonctionnement de pans entiers de cette économie : course aux matières premières, croissance massive du marché du luxe, prédominance du secteur des infrastructu-

res et de la construction, surconsommation énergétique, dépendent de la survie d'un modèle de plus en plus menacé y compris – comme le dévoile aujourd'hui l'affaire Bo Xilai – par ses crises internes.

### Une session pour rien ?

Dans ce contexte mêlant attentisme à la veille du XVIII<sup>ème</sup> congrès du PCC censé entériner l'arrivée au pouvoir d'une « cinquième génération de dirigeants », et tensions, la session annuelle de l'APN qui s'est tenue au mois de mars 2012 n'a pas été l'occasion d'annonces majeures en dehors d'une révision de la loi de procédure criminelle, censée mieux contrôler les arrestations arbitraires. Les progrès en la matière, en l'absence de bouleversements plus profonds, seront sans doute limités comme le démontre la gestion actuelle des affaires par les instances du parti, hors de tout système légal au niveau local comme au niveau national<sup>2</sup>.

L'APN a également adopté le XII<sup>ème</sup> plan quinquennal qui, comme son prédécesseur, insiste sur la nécessité de rééquilibrer le modèle de croissance, et définit les « tâches principales » pour 2012. La priorité, en période de crise économique mondiale et de tensions sociales, est donc de poursuivre « un développement économique stable », entre récession et surchauffe, lutter contre l'inflation tout en évitant les risques d'un trop fort ralentissement de la croissance, « accélérer le développement des campagnes » en élargissant le système du revenu minimum<sup>3</sup>. Dans le même temps, Pékin doit également accélérer la réforme du modèle de développement, renforcer les « bases scientifiques » du pays et « élever le niveau de vie des gens par la mise en place d'un système social réaliste ». La priorité est également à l'amélioration de l'offre culturelle, qui tient à la capacité de *soft power* du régime chinois et s'apparente plutôt au renforcement du travail de propagande prôné par les organes centraux du parti communiste lors d'une réunion qui s'est tenue à l'automne 2011.

Il s'agit également de poursuivre une politique d'ouverture « de qualité » et – point essentiel – de préserver le commerce extérieur<sup>4</sup>. Loin du discours officiel sur le rééquilibrage des échanges très répandu à l'étranger, le rapport – en chinois – précise que, « si l'on insiste sur la demande intérieure, il ne faut pas oublier l'importance vitale de la demande extérieure pour notre développement ». Le rapport appelle donc à lutter contre « toutes les formes de protectionnisme tout en consolidant les outils d'aide à l'export pour les entreprises chinoises ». Il faut « tenir les deux bouts » : à la fois « consolider les mar-

chés traditionnels (UE-US-Japon) et conquérir de nouveaux marchés, préserver et développer les industries de main-d'œuvre et augmenter le niveau qualitatif du *made in China*.

Comme le démontre ce document, en dépit des discours à usage externe, la Chine n'a pas les moyens d'une croissance trop ralentie et la remise en cause radicale du modèle de développement – tiré par les grandes régions exportatrices comme le Guangdong, le Jiangsu et le Zhejiang, qui à elles seules représentent plus de 30 % du PIB de la RPC, pourrait avoir des conséquences dramatiques sur une stabilité sociale déjà fragile.

Si l'expression des mécontentements demeure sporadique et dispersée il n'est pas sans signification qu'en 2011 plus de 180 000 « mouvements sociaux » aient été recensés. Les désillusions à l'égard du pouvoir renforcent les attentes en matière économique, imposant aux autorités une « tyrannie de la croissance » qui ne peut que limiter leur marge de manœuvre en matière de rééquilibrage des échanges. Ceci au risque de renforcer les tensions avec des partenaires économiques devenus plus intransigeants face à la puissance chinoise.

Comme le soulignait une conférence sur l'économie qui s'est tenue à Pékin au mois de décembre 2011, qui reprenait elle-même l'un des thèmes principaux du rapport de la Banque mondiale sur la Chine en 2030<sup>5</sup>, il s'agit en effet pour Pékin d'éviter le « *middle income trap* » (piège du revenu moyen), où plus précisément de redevenir très pauvre avant de s'être véritablement enrichie. Ceci d'autant plus que le revenu moyen mentionné dans ce rapport est très inégalement réparti.

### Un contexte difficile qui nourrit le débat sur les réformes

Depuis la crise de 2008, et même si la RPC a poursuivi une croissance remarquable comme d'ailleurs l'ensemble des pays émergents, les options qui s'offrent au régime chinois tendent à se réduire alors que les tentations protectionnistes se renforcent à l'échelle mondiale, particulièrement dans les grands marchés matures européens et américains, et que dans le même temps les attentes de la population chinoise – et notamment la population rurale qui s'élève à plus de 800 millions de personnes – se font plus pressantes face aux inégalités croissantes<sup>6</sup>.

Dans son discours d'introduction prononcé à l'APN, le Premier ministre Wen Jiabao, a mentionné une croissance de 7,5 % pour l'année 2012<sup>7</sup>. Un chiffre qui sera certainement dépassé à la fin de l'année mais qui se rapproche dange-

reusement du plancher de 7 % un temps mentionné par l'ancien président Jiang Zemin comme limite à ne pas franchir pour préserver les équilibres sociaux. En effet, si la population chinoise vieillit, elle doit toujours intégrer annuellement des cohortes massives de nouveaux travailleurs, dont le nombre dépasserait 15 millions annuellement.

Par ailleurs, si certains continuent de mettre en avant l'amélioration remarquable de la situation de la population chinoise lorsqu'on la compare aux périodes du Grand bond en avant et de la Révolution culturelle dans les facteurs de légitimité du pouvoir, des générations entières n'ont aujourd'hui pas connu ces périodes dramatiques et nourrissent au contraire des frustrations face aux inégalités croissantes. Ce sentiment d'insatisfaction et d'injustice sociale, explique le succès indéniable des courants néo-maoïstes dont s'est inspiré le chef du parti de Chongqing et son mouvement de reprise des « chants rouges » (*chang hong*) directement inspirés des épisodes les plus exaltés de la geste maoïste. Ce sentiment explique aussi le soutien que Bo Xilai continue de recevoir dans les couches les plus défavorisées de la population de Chongqing qui a pu bénéficier de son programme dynamique de construction de logements sociaux<sup>8</sup>.

Mais pour le Premier ministre Wen Jiabao, alors que l'année 2012 sera à la fois « la plus difficile et la plus prometteuse » pour le pouvoir en place, c'est en relançant la dynamique des réformes que « la Chine sera capable de dépasser un modèle de développement déséquilibré, mal coordonné et qui ne peut durer ». Le débat sur les réformes politiques, dont Wen Jiabao semble s'être fait le champion, s'est en effet intensifié dans les semaines qui ont précédé et suivi la session annuelle de l'APN. Le Premier ministre a renouvelé ses appels en faveur des réformes politiques, sous peine pour le parti communiste de « perdre tous les résultats obtenus grâce à la stratégie de réforme et d'ouverture suivie depuis plus de trente ans »<sup>9</sup>.

En proclamant qu'« il ne faut pas avoir peur des réformes politiques » Wen Jiabao rappelle également l'urgence de « lutter contre la corruption et agir pour le peuple avec honnêteté (*fanfu changliang*) » en prônant un renforcement du contrôle des masses et du respect de la loi<sup>10</sup>. Sur ce thème, un consensus semble se dessiner avec les éléments les plus conservateurs, qui partagent la même inquiétude quant au mécontentement populaire et à la capacité de survie du régime. Zhou Yongkang, l'un des neuf membres du comité permanent du bureau politique en charge des affaires législatives et politiques et de la sécurité, chef de file des « conservateurs » et in-

quiété pour sa proximité avec Bo Xilai dénonçait également la « pourriture interne de la corruption »<sup>11</sup>.

Pour lutter contre ces dérives, les réformateurs prônent, reprenant ainsi les conclusions du rapport de la Banque mondiale, une amélioration globale de la gouvernance : gouvernance politique avec une réforme des institutions et des organes de l'Etat et du parti, mais également réforme de la gouvernance économique qui toucherait d'abord les grandes entreprises d'Etat ou publiques. Un article récent du Quotidien du peuple, en niant la réalité, reconnaissait implicitement la réalité d'un « capitalisme d'Etat » très défavorable aux intérêts des PME et des entreprises étrangères<sup>12</sup>.

Dans un mouvement de « dé-bureaucratization », il s'agit pour les organes du Parti et de l'Etat de se retirer de la vie des entreprises et de l'organisation de la société pour se concentrer sur la mise en œuvre d'un environnement plus favorable au développement en renforçant le système légal et la réglementation, en améliorant la qualité de la recherche et en libéralisant des secteurs clefs comme ceux de la finance. La condamnation à mort récente de Wu Ying, une femme entrepreneur de la région de Wen Zhou, dont le principal crime était d'avoir mis en place à grande échelle un système de crédit « officieux » au service des petites et moyennes entreprises privées, particulièrement dynamiques dans la région, démontre les difficultés de ces réformes<sup>13</sup>.

Mais l'unanimité récente du discours sur les réformes résulte aussi de la crise gravissime que le régime chinois vient de traverser avec l'affaire Bo Xilai, qui semble condenser et éclairer d'un jour particulièrement cru l'ensemble des maux dont souffre le régime chinois.

## **L'affaire Bo Xilai, une crise majeure pour le régime**

L'affaire Bo Xilai, qui couvait semble-t-il depuis plusieurs mois, a été publiquement révélée à la suite de la tentative de défection du chef des organes de sécurité de Chongqing, Wang Lijun, qui, le 5 mars 2012, alors que s'ouvrait la session annuelle de l'APN, a cherché refuge au consulat des Etats-Unis de Chengdu. Wang Lijun, qui craignait pour sa vie à Chongqing en raison des informations qu'il détenait, a été remis directement aux autorités de Pékin mais sa fuite a été suivie des rumeurs les plus folles de coups d'Etat au sein de Zhongnanhai, au cœur du pouvoir chinois à Pékin, comme aux plus beaux jours de la révolution culturelle.

Directement mis en cause, Bo Xilai, le flamboyant chef du parti de Chongqing a été dans un premier temps démis de ses fonctions, arrêté et placé au secret sous le contrôle direct de la garde centrale du comité central, une unité d'élite de l'APL chargée de protéger le cœur du pouvoir, puis enfin exclu du bureau politique. Dans le même temps, son épouse Gu Kailai était également arrêtée pour le meurtre par empoisonnement d'un citoyen britannique dont le corps avait été retrouvé dans la chambre d'un hôtel de Chongqing au mois de novembre 2011<sup>14</sup>. Bo est également accusé de corruption, de complicité pour ce meurtre mais également de la torture et de l'assassinat de policiers dont les enquêtes auraient menacé son pouvoir à Dalian, son précédent fief, et à Chongqing.

L'affaire Bo Xilai a surtout mis en évidence des phénomènes préoccupants tels que les liens de corruption très étroits entre les élites politiques et les entreprises publiques, au travers par exemple du financement des études des enfants de dirigeants à l'étranger, comme cela a semble-t-il été le cas avec Bo Guagua, dont Shide Dalian, entreprise publique de l'industrie chimique, aurait financé les études à Harrow puis Oxford et Harvard<sup>15</sup>. Ces liens faussent un peu plus le jeu pour les entreprises étrangères qui tentent de s'imposer sur le marché chinois, particulièrement dans les grands secteurs monopolistiques contrôlés majoritairement par les SOE.

Autre phénomène mis en lumière, l'achat de charges – pour des sommes considérables – qui, loin des discours sur la qualification des élites, permet de contrôler les postes les plus lucratifs à tous les échelons de l'administration du parti et de l'Etat. Ainsi, à Chongqing, le « complice » de Gu Kailai, Xia Deling, aurait versé l'équivalent de cinq millions de dollars pour être nommé maire adjoint de la ville et, selon certaines sources, la vente de charges aurait rapporté plus de 200 millions de dollars au clan Bo<sup>16</sup>.

Mais au-delà du cas Bo Xilai, cette affaire a révélé, outre des pratiques que chacun en Chine dénonçait comme communément répandues et qui font intégralement partie du système, au risque de réduire encore le fond de légitimité morale du parti communiste, des conflits internes au Parti d'une grande virulence. Ces tensions brutalement dévoilées viennent un peu plus délégitimer les discours officiels sur la « société harmonieuse » et le « point de vue scientifique du développement », marques de fabrique du Président Hu. L'affaire Bo Xilai démontre au contraire le caractère dramatique et en partie irrationnel des tensions et des luttes internes qui opposent des groupes d'intérêt aux frontières floues.

## L'importance des tensions internes

Loin de l'unité de façade longtemps affichée entre les neuf membres du comité permanent du bureau politique du parti communiste qui dirige le pays, le règlement de l'affaire Bo Xilai n'a pas fait l'objet d'un consensus immédiat. Des divisions sont apparues entre d'un côté Hu Jintao, Wen Jiabao et – dans une moindre mesure semble-t-il Xi Jinping – et Zhou Yongkang, président de la commission centrale législative et politique du parti – et des organes de sécurité – hostile à l'étalage des tensions et à l'éviction de Bo Xilai<sup>17</sup>.

Dévoilant les tréfonds d'un pouvoir toujours secret, accentuant ainsi dans la population le sentiment d'éloignement des autorités, des dirigeants officiellement retirés depuis de longues années de la marche des affaires ont été mobilisés. Pour obtenir l'éviction de Bo Xilai, il aura en effet fallu mobiliser et obtenir l'accord de l'ancien Président Jiang Zemin, de son allié Zeng Qinghong proche de Xi Jinping et ancien vice-président de la République, mais également, remontant encore plus loin, de Qiao Shi, membre permanent du bureau politique et responsable du département de l'organisation et de la sécurité du comité central en 1989 et de Li Ruihuan, membre permanent du bureau politique de 1993 à 2003 ainsi que des anciens premiers ministres Zhu Rongji et Li Peng. C'est la complexité du système de prise de décision au sein du pouvoir chinois et la fragilité des équilibres en dépit de l'institutionnalisation officiellement mise en œuvre qui ont ainsi été mises à jour.

La carte des divisions qui opposent les différents clans est extrêmement complexe. Des logiques diverses s'opposent qui peuvent aussi parfois se superposer et coïncider en fonction des intérêts du moment ; bien loin toutefois de l'idéologie et des « quatre principes du socialisme aux couleurs de la Chine » qui constituent officiellement le fondement du régime.

Parmi les factions, on retrouve les « fils de Princes » (*taizi dang*) - dont le vice-président Xi Jinping, successeur désigné de Hu Jintao, est le représentant - et le groupe de l'Ecole du parti mené par Hu Jintao et son protégé Li Keqiang. Ce sont aussi deux modes de sélection des élites qui s'opposent, entre une sélection aristocratique « par le haut » et une sélection à la base, même si l'on sait un peu mieux aujourd'hui que la progression dans les rangs du parti communiste passe aussi par la compromission et l'achat de charges.

Autre grille de lecture qui peut recouvrir en partie la première, on trouve également des réformistes, menés par le Premier ministre Wen Jia-

bao, et des conservateurs dont l'un des leaders serait Zhou Yongkang, membre de comité permanent du bureau politique responsable du département politique et législatif et de la sécurité du comité central. A ses côtés, on peut également classer Wu Bangguo, Président du comité permanent de l'APN, dont les discours s'opposent quasiment mot pour mot à ceux du Premier ministre, et surtout Li Changchun, secrétaire du département de la propagande. Mais les cartes se brouillent un peu plus puisque Bo Xilai, aujourd'hui évincé est aussi un fils de Prince, ou que Zhou Yongkang, conservateur ossu des rangs du parti soutient également le « gauchiste » Bo Xilai.

Une autre matrice de lecture, qui fait écho au vocabulaire en vigueur des années 1950 aux années 1970, reprend en effet les divisions entre les « gauchistes » (*zoupai*) qui, derrière Bo Xilai, cultivent la nostalgie du folklore maoïste, et les « droitiers » (*youpai*) qui, avec Wang Yang, chef du parti de la province de Guangdong, défendent un modèle d'évolution plus « libéral » de la société. Comme à l'époque maoïste, des campagnes de mobilisation sont lancées par éditoriaux interposés pour soutenir l'une ou l'autre des factions qui s'opposent. Au mois de mars, on lançait un mouvement pour « étudier » le soldat héros Lei Feng, symbole des grandes campagnes politiques lancées sous Mao Zedong. En pleine session de l'APN, le Premier ministre Wen Jiabao dénonçait à l'inverse le « risque de retour à la révolution culturelle ». Puis on a pu lire une « contre-dénonciation » cryptique de ceux qui – tragédie pour tragédie – « comme à l'époque du Grand bond en avant » dissimulent « sans contrôle » la réalité et qui pourrait cette fois être l'œuvre de ceux qui veulent dénoncer la campagne massive lancée contre Bo Xilai et ses soutiens au sommet du parti<sup>18</sup>.

Jusqu'à la chute de ce dernier, ces grilles de lecture s'étaient structurées autour de deux modèles symboliques. Le modèle de Chongqing, mettant l'accent sur le rôle de l'Etat et des grandes entreprises et les réformes sociales. Modèle dont on découvre aujourd'hui qu'il était gangrené par la corruption en dépit des campagnes officielles pour « battre les noirs » (*da hei*) et « chanter le rouge » (*chang hong*) selon une terminologie directement héritée de la révolution culturelle. A l'opposé, on trouve le modèle de Canton – qui est aussi celui des grandes régions côtières fortement exportatrices – qui s'appuie sur les PME extrêmement dynamiques mais très désavantagées par rapport aux entreprises publiques, particulièrement pour l'obtention de crédits, et les classes moyennes émergentes et tournées vers un monde chinois élargi. Mais ce modèle de Can-

ton « libéral », peut également être opposé aux stratégies de rééquilibrage du modèle de développement en faveur du marché intérieur moins favorables aux industries de main-d'œuvre fortement exportatrices. Cette opposition enfin reprend des divisions géographiques, sociales et politiques anciennes – auxquelles Mao Zedong, homme de « l'intérieur », avait tenté de s'opposer avec brutalité – dont la Chine, de l'époque des réformes impériales en 1899 à celle des réformes lancées par Deng Xiaoping en 1979, n'est pas sortie.

Mais l'affaire Bo a également révélé des lignes de fractures encore plus complexes qui – au sein d'un réseau de relations très restreint – trouvent leur origine dans l'histoire du parti, de la période révolutionnaire à la révolution culturelle. Ainsi, si les pères de Bo Xilai et de Xi Jinping, anciens « héros révolutionnaires », ont tous deux été persécutés pendant la Révolution culturelle, on accuse Bo Xilai d'avoir dénoncé le sien et d'avoir fait partie de l'une des factions de garde-rouges les plus violentes. De retour aux affaires après la mort de Mao, Bo Yibo, le père de Bo Xilai, s'était fortement opposé au secrétaire général du parti communiste Hu Yaobang, limogé en 1987 pour réformisme, alors que le père de Xi Jinping avait été au contraire l'un des seuls à le soutenir.

Dans ce contexte de conflits larvés auxquels se greffent aujourd'hui des intérêts financiers considérables, la volonté commune de préserver le régime dont tous bénéficient constituait le principal ciment unissant l'ensemble des factions.

Mais si les tensions se sont accentuées et apparaissent désormais au grand jour, c'est aussi parce que les moyens qui devront être mis en œuvre pour garantir la survie du régime apparaissent comme de plus en plus clivants au risque de remettre en cause les intérêts acquis des clans au pouvoir et de leurs clientèles.

### **L'impossible remise en cause des intérêts acquis et le jeu des forces centrifuges**

Par delà les divergences, chacun s'accorde officiellement en Chine – alors que les attentes et les pressions de la communauté internationale se renforcent – sur la nécessité de réformer un modèle de développement fondé sur une main-d'œuvre bon marché, un capital abondant et l'appui d'un monde occidental longtemps soucieux de s'accorder les bonnes grâces de la puissance chinoise tout en créant de nouvelles synergies économiques par l'ouverture de ses marchés

et d'importants transferts de technologie.

Mais si le diagnostic est posé depuis de nombreuses années et les appels au « rééquilibrage » constamment réitérés, l'ensemble des réformes décrites comme indispensables à la survie à long terme du régime touchent directement au fonctionnement du cœur du système lui-même et aux intérêts qui en bénéficient le plus directement.

En matière de gouvernance administrative, la mise en œuvre d'un mode de sélection plus ouvert et plus transparent se heurte aux positions acquises dont l'intérêt – nous l'avons vu – ne se mesure pas uniquement en termes politiques ou de prestige mais aussi en termes financiers en raison de possibilités d'enrichissement offertes par ces positions.

Le rééquilibrage du système financier en faveur des entreprises privées indépendantes, prôné par certains, menace directement les réseaux de clientèles qui ont pu se mettre en place au niveau central comme au niveau local, dont les familles des grands dirigeants qui contrôlent des pans entiers de l'économie sont les premiers bénéficiaires dans des proportions très considérables. Dans ce domaine aussi, l'affaire Bo Xilai a révélé l'étendue des blocages et des compromissions.

Si la presse tente d'établir une distinction entre les « bons » princes, comme Xi Jinping et les « mauvais » princes comme Bo Xilai, accusé de corruption massive, personne n'est véritablement dupe. Ceci d'autant plus qu'internet, en dépit de la censure, permet aujourd'hui de dévoiler le train de vie des dirigeants et de leurs enfants, totalement disproportionné par rapport à celui de la population<sup>19</sup>. Si les études extrêmement coûteuses de Bo Guagua, le fils de Bo Xilai, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont été dénoncées, on découvre aussi que c'est l'ensemble des fils de dirigeants qui ont, parfois sous un faux nom comme en Corée du Nord, un mode de vie ultra-privilegié à l'étranger. C'est le cas notamment de Xi Mingze, la fille de Xi Jinping à Harvard ou de Chen Xiaodan, petite fille de Chen Yun et fille de Chen Yuan, Président de la banque de construction, également aux Etats-Unis<sup>20</sup>.

Aux yeux du public, c'est donc l'ensemble des dirigeants qui sont touchés par ces phénomènes d'enrichissement personnel et de népotisme de Wen Jiabao (diamants et pierres précieuses) à Hu Jintao (télécom) en passant par Li Peng (hydroélectricité), Chen Yun (secteur bancaire) ou Zhou Yongkang (secteur pétrolier). Surtout, les « fils de prince » sont devenus des intermédiaires obligés qui monnaient leurs réseaux de relations – dans un système opaque – auprès d'entreprises étrangères soumises aux incertitu-

des du régime et à l'absence de véritables garanties légales.

L'affaire Bo Xilai, dans sa crudité, comme celle des chemins de fer qui s'était traduite par l'arrestation du ministre des Chemins de fer en charge du programme de TGV, accusé d'avoir détourné plus de 150 millions d'Euros et entretenu « dix huit maîtresses » (sic), a révélé le caractère particulièrement « énorme » et presque primitif de la corruption. Ces révélations remettent par ailleurs en cause l'image de sophistication et d'efficacité que le régime chinois avait su imposer à l'extérieur<sup>21</sup>.

De ce fait, la remise en cause des monopoles en matière énergétique, dans le secteur des télécom, de l'eau ou des matières premières s'avère tout aussi complexe. Au-delà des discours officiels sur l'amélioration de l'efficacité énergétique et les ambitions environnementales, l'émergence de nouveaux secteurs – notamment ceux qui ouvrent la voix à des aides internationales - semble également être l'occasion de nouvelles prébendes. C'est le cas dans le secteur des énergies vertes où le frère de Bo Xilai, Bo Xiyong, occupait une place centrale à la tête d'Everbright International (*Guangda guoji*). Les règles qui imposent une coopération étroite entre entreprises étrangères et entreprises chinoises, y compris en matière de transfert de technologie et de « préférence nationale », répondent aussi à ces logiques d'intérêt non transparentes.

Autre défi : au cœur de la problématique des rééquilibrages sociaux qui seuls permettraient à une nouvelle classe de consommateurs d'émerger à grande échelle, la réforme de la propriété de la terre et du passeport intérieur (*Hukou*) mettrait directement en péril les revenus des autorités locales et celles des grandes entreprises dans le secteur de la construction et des infrastructures.

Enfin, l'ensemble de ces réformes et la « normalisation » de la société et de l'économie chinoises passent aussi par la mise en place d'un véritable système légal auquel serait soumis le parti communiste comme l'ensemble de la société, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui<sup>22</sup>.

Le dernier élément – particulièrement préoccupant pour le système – mis en lumière par l'affaire Bo Xilai, est l'importance du phénomène d'éclatement géographique – qui ne concerne pas que les zones de minorités nationales – qui ne va pas sans rappeler celui des seigneurs de la guerre qui a accompagné l'effondrement du pouvoir central après la chute de l'Empire. A Chongqing, Bo Xilai, à la tête du parti local, avait pu constituer un véritable fief disposant d'une base économique à ses ordres, nommant sans en référé-

rer à Pékin l'ensemble des fonctionnaires locaux et contrôlant l'ensemble des organes de sécurité paramilitarisés fonctionnant hors de tout système légal<sup>23</sup>.

Ce sont également les liens tissés avec certaines unités de l'APL et le rôle majeur joué par l'armée, dont la loyauté semble avoir été garantie par l'ancien président Jiang Zemin en dépit des liens tissés entre Bo Xilai et d'autres « fils de princes » militaires tels que Liu Yuan, le fils de Liu Shaoqi, qui a également été mis en lumière par cette affaire<sup>24</sup>.

### **Des réponses limitées, des conséquences potentiellement graves pour le régime**

Face à ces divisions et aux blocages du système, le régime a réagi par une mobilisation massive de l'appareil de propagande, qui – par son ampleur même – donne la mesure de la gravité de l'affaire et de l'étendue des dissensions. L'ensemble de la presse officielle a multiplié les éditoriaux appelant à « l'unité » et au soutien « ferme » des décisions du comité central. Le Quotidien du peuple répétant que « la Chine est un pays socialiste régi par la loi » et appelant la population à « se focaliser sur la prospérité tout en maintenant une forte unité »<sup>25</sup>.

Plus significatif encore, le Quotidien de l'armée (*Jiefangjun bao*) insiste sur « l'autorité absolue du parti communiste sur les forces armées » ainsi que sur « le combat nécessaire contre la corruption et la dégénérescence morale » au sein des forces armées<sup>26</sup>.

Surtout, les autorités – au premier rang desquelles le département de la propagande mais également le ministère des Technologies et de l'information – ont lancé une offensive contre les rumeurs, de plus en plus difficiles à contrôler même si les sites de micro-bloggings ont été fermés pendant trois jours au mois d'avril et si les obligations d'enregistrement se renforcent alors que plus de 500 millions de Chinois utilisent régulièrement internet.

En réponse à de nouvelles directives, les analystes chinois multiplient également les dénonciations de « l'étranger », l'écho donné à l'affaire Bo Xilai étant dénoncé comme une stratégie de déstabilisation du régime menée par les Etats-Unis, la presse taïwanaise et la secte Falungong. On peut y voir selon les analyses publiées à Pékin une volonté concertée de « salir » l'image de la « Chine » et l'élément d'une offensive destinée à obtenir, comme dans les pays arabes, un effondrement du régime chinois<sup>27</sup>.

Si la tenue du XVIIIème Congrès à l'automne

2012 n'a finalement pas été remise en cause, les prolongements de l'affaire Bo Xilai sont loin d'être terminés et l'éventail possible des conséquences est très large.

Dans la population, l'affaire Bo Xilai et ses révélations risque de remettre un peu plus en cause le pacte de « stabilité » ou plus exactement « d'indifférence » passé entre un pouvoir chargé de gérer le pays au mieux des intérêts de tous et une société civile repliée sur ses intérêts privés, au risque de fragiliser un peu plus le système.

Au-delà, si les incertitudes sont grandes on peut considérer que les conséquences seront de plusieurs ordres.

Au niveau politique, la chute de Bo Xilai et les révélations qui se sont multipliées à son sujet – même si elles mettent en cause le fonctionnement de l'ensemble de la classe politique – pourrait jouer, au moins pour un temps, en faveur d'un clan réformateur mené par le Premier ministre Wen Jiabao longtemps accusé d'impuissance. Il sera à ce propos intéressant de suivre l'évolution de la carrière de Wang Yang, le chef de la province de Guangdong dont le modèle était opposé à celui contrôlé par Bo Xilai à Chongqing.

Le 24 avril 2012, les trois organes centraux du parti communiste, le Quotidien du peuple (*Renmin ribao*), l'agence Xinhua et le Quotidien de la jeunesse (*Qingnian*) ont publié des articles appelant à la mise en œuvre des réformes politiques en se lançant « à l'assaut des forteresses ». Autre signe de cette montée en puissance du clan réformateur, le sort du conservateur Zhou Yongkang semble aujourd'hui plus incertain. Mais cette « victoire » au moins provisoire des réformistes ne peut s'interpréter en termes de véritable bouleversement politique. Comme nous l'avons vu, l'importance des intérêts acquis, dont profite l'ensemble du personnel dirigeant à tous les échelons, ne joue pas en faveur de réformes fondamentales qui assècheraient les sources d'enrichissement liées au pouvoir.

Si Bo Xilai est personnellement dénoncé par l'ensemble des organes, les appels à l'unité se sont également multipliés et la volonté de reprise en main des réseaux internet est manifeste. Personne ne sait aujourd'hui quelle sera la stratégie suivie par Xi Jinping si ce dernier arrive sans encombre aux fonctions suprêmes. Il est certain en revanche que sa marge de manœuvre sera sans doute très fortement limitée par le système « d'équilibres des forces » entre factions et groupes d'intérêts qui domine au sommet du pouvoir. Ce système joue en faveur de l'immobilisme et du statu quo, ceci d'autant plus que, comme le souligne le *Renmin ribao*, les réformes

politiques ne doivent en aucun cas être confondues avec « un affaiblissement de la direction du parti »<sup>28</sup>. Au niveau économique enfin, il n'est pas certain que le régime chinois – dont la légitimité interne et externe continue de reposer sur sa capacité à assurer une croissance forte – dispose du temps nécessaire à la mise en œuvre d'un véritable rééquilibrage du modèle de croissance.

Sur la scène internationale, les options sont également ouvertes. Si le consensus en faveur d'une « voie moyenne » et du statu quo devrait l'emporter au cœur du pouvoir pour mieux préserver les intérêts de chacun et éviter l'éclatement, ce statu quo pourrait s'accompagner d'un double mouvement d'affirmation d'un nationalisme « compensateur » à l'extérieur et de refus de l'engagement sur les grands enjeux dans lesquels le monde attend que la puissance chinoise s'implique, de l'environnement à la gouvernance mondiale.

Comme le déclarait le Premier ministre Wen Jiabao lors de la session de l'APN, « la Chine doit d'abord s'occuper correctement de ses propres affaires au milieu d'une crise globale ». Mais

dans le même temps, on voit que, en dépit de la crise que le pays vient de traverser, les tensions sont loin d'avoir diminué au niveau régional, notamment sur mer face au Japon et plus récemment face aux Philippines. L'armée voit son rôle d'arbitre renforcé, comme cela a été le cas à plusieurs reprises au cours de l'histoire chinoise, et les tentations nationalistes qui s'expriment assez librement en son sein et dans les médias, pourraient d'autant plus s'accroître qu'elles servent aussi d'exutoire au mécontentement populaire.

Si on peut prédire une relative stabilisation avant la tenue du XVIII<sup>ème</sup> congrès, les défis révélés par la crise de Chongqing et la permanence des interrogations quant à la capacité du régime à se réformer sont loin d'être résolus. La seule certitude concernant l'avenir du régime chinois au lendemain de la session annuelle de l'APN demeure donc bien celle de l'incertitude et de l'instabilité. C'est cet élément d'incertitude sur l'avenir du régime et sa nature future qui doit être pris en compte par l'ensemble des partenaires de Pékin et des décideurs dans le domaine politico-stratégique comme dans le domaine économique.◇

---

*Les opinions exprimées ici  
n'engagent que la responsabilité  
de leur auteur.*

Valérie Niquet  
[v.niquet@frstrategie.org](mailto:v.niquet@frstrategie.org)

## Notes

---

1. J'ai légèrement inversé les termes de la citation appliquée à la situation des Etats-Unis dans les années 1930 : *Big money is big power*....
  2. Par nature, les plus de 80 millions de membres du Parti communiste sont d'abord « jugés » par les instances disciplinaires du parti, hors de tout cadre juridique, avant d'être éventuellement remis à la justice pénale après avoir été destitués de leurs fonctions.
  3. En 2010, selon les chiffres officiels, le revenu annuel moyen dans les campagnes aurait été légèrement supérieur à 5000 yuan (600 euros).
  4. « Wo guo zhengfu gongzuo » (Le travail du gouvernement dans notre pays), *Xinhua wan*, 15-03-2012.
  5. *China 2030: Building a Modern, Harmonious and Creative High Income Society*, The World Bank and Development Research Center of the State Council, <http://www.worldbank.org>, 2011.
  6. Selon les chiffres officiels, l'indice Gini, qui mesure de 0 à 1 les inégalités, le coefficient atteignait pour la Chine 0,55 en 2011, l'un des plus élevés au monde. « The Family and Corruption », *Caixin online*, 02-05-2012.
  7. <http://sina.com>, *NPC and CPPCC Annual Session 2012*.
  8. Le programme social mis en place à Chongqing a été accompli au prix d'un endettement considérable qui placerait le taux d'endettement de la ville à 100 % du PIB de la municipalité. Si le taux officiel d'endettement en Chine ne dépasse officiellement pas 22 % du PIB, il est à craindre que le « modèle » de Chongqing en la matière soit loin d'être unique.
  9. « Wen Says China needs Political reform », <http://www.sina.com>, 14-03-2012
  10. « Zhenggai mou weinan » (Il ne faut pas avoir peur des réformes politiques), <http://magazine.caixin.com> et « Qiu Shi fabiao Wen Jiabao wenzhang : rang quanli zai yangguang xia yunxing » (Qiao Shi publie un article de Wen Jiabao : que le pouvoir agisse en pleine lumière), <http://politics.caijing.com.cn>, 15-04-2012.
  11. Jonathan Ansfield, Ian Johnson, « China's Hierarchy Strives to Regain Unity after Chongqing's Leader Ouster », <http://www.nytimes.com>, 29-03-212.
  12. Zhong Sheng, « No Such Things as State Capitalism in China », *People's Daily Online*, 28-04-2012.
  13. La cour suprême a suspendu la condamnation au mois de mai 2012.
  14. Xinhua.com, 10-04-2012.
  15. Xu Ming, président de Shide Dalian a disparu après l'arrestation de Bo Xilai.
  16. « Official Report on Bo Xilai », <http://www.wantchinatimes.com> , 11-04-2012.
  17. Jonathan Ansfield, Ian Johnson, op. cit.
  18. « Meiti tan guanyuan zhenhua kunjing », (les médias parlent des difficultés des cadres avec la vérité), <http://www.xinhuanet.com>, 19-04-2012
  19. Eric X. Li, « Most of china's communist Party's Princelings are not like Bo Xilai », <http://www.csmonitor.com>, 26-04-2012.
  20. Qui était également l'une des invités d'honneur du Bal de Crillon en 2006, soulignant les liens étroit – mais à terme structurellement fragiles - avec une industrie internationale du luxe très (trop ?) dépendante de ses marchés les plus dynamiques qui se situent justement dans les Etats les moins vertueux. Marchés où le caractère récent des fortunes acquises, les revenus de la corruption et l'absence de sécurité des placements traditionnels nourrissent un type de consommation particulièrement ostentatoire.
  21. Les entreprises étrangères dans les secteurs les plus contrôlés sont particulièrement vulnérables à ces jeux d'intérêts qui imposent un « droit d'entrée » pour l'obtention des autorisations ou des marchés, la seule « clef » étant bien souvent la « bonne volonté » d'un membre de l'appareil du parti ou de l'Etat. Par ailleurs, l'achat de charge touche l'ensemble des fonctions, y compris celle de chercheurs de haut niveau ou de professeurs d'université. Dans ce dernier cas, c'est l'octroi de diplômes et de notes favorables, où la sélection d'étudiants proposés pour étudier à l'étranger, qui fait l'objet de « commissions ». Ce système impose de relativiser l'image de qualité des élites actuelles ou futures, ainsi que celle de l'ensemble des interlocuteurs auxquels les entreprises et les décideurs peuvent être confrontés.
  22. C'est ce que dénonce Tao Ran, professeur d'économie à la *Renmin daxue*, dans sa critique du rapport de la banque mondiale consacré à la Chine en 2030.
  23. Selon une rumeur crédible, Bo Xilai aurait commandé plusieurs milliers de fusils aux arsenaux de Chong Qing pour équiper une police locale à ses ordres. De même, lors de la fuite de Wang Lijun à Chengdu, des unités de cette police locale semblent s'être directement opposées aux unités envoyées par Pékin pour récupérer le fugitif.
  24. Quelques jours après la fuite de Wang Lijun, et alors que son statut était menacé, Bo Xilai se serait rendu auprès d'une unité de l'APL historiquement fidèle à son père et à sa famille, au Yunnan.
  25. Xinhua, 10-04-2012
  26. China Military Online, 09-04-2012.
  27. L'évasion récente d'un dissident, l'avocat aveugle Chen Guangcheng, qui a trouvé refuge à l'Ambassade des Etats-Unis à Pékin est venu un peu plus confirmer à Pékin cette thèse du « complot international ».
  28. <http://www.chinanews.com>, 23-04-2012.
- 

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :